

TENDANCES PROSPECTIVES

[ÉCONOMIE]



LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Décryptage - Questions - Interviews

Cédric POLÈRE

L'économie servicielle...
un frein à la productivité
et donc à la croissance
future ?

Une croissance
durablement faible
imposerait des réformes
délicates

Est-il possible de
découpler complètement
la croissance et son
impact environnemental ?

SOMMAIRE

DÉCRYPTAGE	p. 3
Qu'est-ce que la croissance ?.....	p. 3
Croissance et histoire industrielle	p. 3
Les taux de croissance depuis 30 ou 50 ans : une baisse tendancielle, mais la croissance reste au rendez-vous, surtout hors zone euro	p. 4
Comment s'expliquent la baisse des taux de croissance et de productivité depuis la fin des années 1960 ?	p. 4
Les prévisions de croissance à long terme	p. 5
QUESTIONS	p. 6
1. Quelles incertitudes sur l'avenir de la croissance ?.....	p. 6
2. Face à une croissance faible ou nulle à long terme : quelles répercussions ? Que faudra-t-il faire	p. 10
3. Comment rendre la croissance compatible avec les enjeux de demain (ubérisation, défi environnemental et climatique, inclusion...) ?.....	p. 13
INTERVIEWS	p. 16
Éric VIDALENC , Responsable du pôle transition énergétique à la Direction Régionale Hauts de France de l'ADEME, est aussi conseiller scientifique de Futuribles notamment sur les questions énergétiques, urbaines et de croissance économique et s'exprime sur ces questions sur son blog personnel chez Alternatives Économiques	p. 16

Depuis les années 1970, on constate un ralentissement tendanciel du rythme de la croissance économique dans les pays développés, et plus récemment dans les pays émergents. À l'issue d'un retournement frappant, les institutions et les économistes sont de plus en plus nombreux à livrer des prévisions de croissance à long terme (2040, 2050, 2060) très faibles, en particulier pour les pays avancés et la zone euro. Les conditions qui ont assuré la croissance économique mondiale seraient-elles en train de disparaître ? En août 2012, l'économiste américain Robert Gordon a publié un article (« Is U.S. economic growth over ? », *National Bureau of Economic Research, working paper* n°18315) dans lequel il suggère que la croissance rapide observée au cours des 250 dernières années pourrait être un épisode unique ;

en novembre 2013, Lawrence Summers a soutenu l'hypothèse d'une « stagnation séculaire » (conférence au FMI), suscitant depuis lors un vif débat chez les économistes : l'économie mondiale est-elle en train de changer de régime pour suivre une trajectoire de croissance lente de façon durable ? Dans la zone euro notamment, la situation de croissance faible (de l'ordre de 1 % par an) va-t-elle se perpétuer voire s'accroître, ou peut-on s'attendre à de nouvelles Trente Glorieuses ? Dans la mesure où l'hypothèse d'une croissance atone ne peut être écartée, il convient d'en mesurer les répercussions. Comment alors réaliser les objectifs de politique publique ? Comment faire évoluer le système de protection sociale, le marché du travail, et le contrat social ?

QU'EST-CE QUE LA CROISSANCE ?

Classiquement, la croissance économique est l'évolution de la richesse produite sur un territoire entre deux années ou deux trimestres. Le produit intérieur brut (PIB) mesure l'ensemble des richesses produites dans un pays sur une période donnée, sans tenir compte de la variation des prix. C'est la valeur monétaire des biens et services marchands qui s'y vendent, à laquelle on ajoute les coûts de production des services non marchands des administrations publiques (éducation, etc.). Il existe néanmoins plusieurs méthodes de calcul.

Le PIB et le PIB par habitant sont les indicateurs les plus utilisés pour évaluer la performance d'un pays. Nombreux sont néanmoins les économistes à avoir souligné les limites du PIB :

il ne prend pas en compte la valeur des activités non monétarisées comme le bénévolat ; les services publics sont réduits à leurs coûts de production ; il valorise des activités sur le plan monétaire, sans prise en compte de leur réelle création de richesse (accidents...) ; il mesure mal la qualité des biens et services ; il ne prend pas en compte les externalités négatives causées par le processus de production, alors que le taux de croissance peut s'accompagner ou non de la destruction de ressources naturelles. Fin 2016, le PIB de la France atteint 2 118 milliards d'euros. Les services marchands (56 %) et non marchands (23 %) contribuent le plus à la formation du PIB, devant l'industrie (14 %) et l'agriculture (1,7 %).

CROISSANCE ET HISTOIRE INDUSTRIELLE

Le concept de croissance est récent à l'échelle de l'histoire de l'humanité. Avant l'ère industrielle, la croissance faible ou nulle était la situation économique normale. Parmi les causes qui expliquent pourquoi la croissance a accéléré à partir du XVIII^e siècle, comme l'ont montré les travaux de l'économiste britannique Angus Maddison, viennent en premier la reconnaissance des capacités humaines à transformer les forces de la nature par la méthode scientifique-rationnelle et l'expérimentation, l'émancipation des tutelles religieuses, la valorisation du progrès et l'éducation.

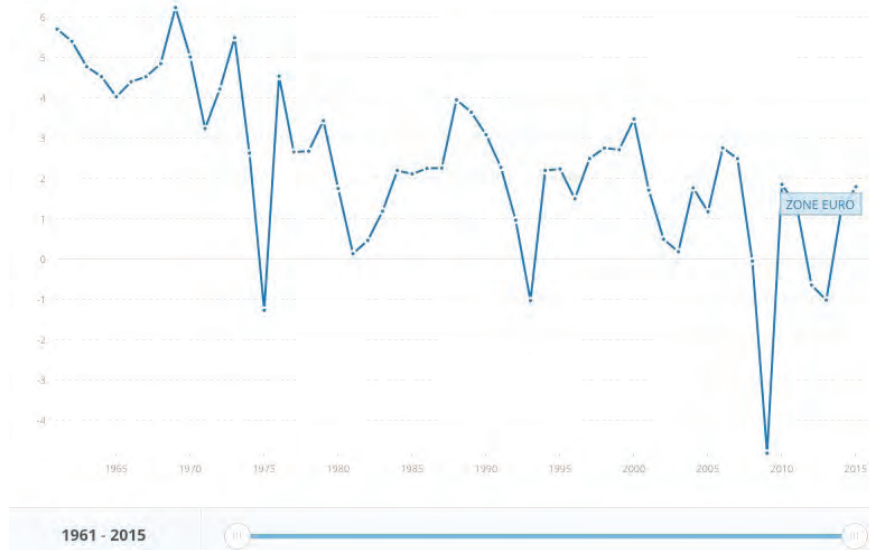
Sur la période 1870-2005, les gains de productivité des pays industrialisés ont varié autour d'une moyenne de 2,5 % par an. Les conséquences ont été considérables : multiplication par 32 du PIB par heure travaillée en France, durée moyenne du travail réduite de moitié environ et forte élévation du niveau de vie global.

LES TAUX DE CROISSANCE DEPUIS 30 OU 50 ANS : UNE BAISSÉ TENDANCIELLE, MAIS LA CROISSANCE RESTE AU RENDEZ-VOUS, SURTOUT HORS ZONE EURO

Sur la période 1980-2006, le PIB mondial a été multiplié par 3. En Asie par 4 (en Inde et Chine par 3), en Europe par 2. Depuis 2007, la croissance mondiale reste assez élevée mais baisse en tendance (4,1% l'an sur la période 1997-2006, 3,5% sur la période 2007-2016). Alors que les économies émergentes n'ont pas connu de baisse de régime sur cette période (5,4% puis 5,5%), ce sont les économies

avancées qui ont connu la baisse la plus significative (2,5% à 1,1%), avec en particulier un décrochage de la zone euro (2,3% à 0,5%). En France, la croissance du PIB est aussi plus faible depuis 2000 qu'entre 1980 et 2000. Pour autant, il convient de rappeler qu'il suffit de 36 ans pour doubler le PIB avec 2% de croissance par an. La baisse tendancielle de la croissance ne signifie pas qu'il n'y a plus de croissance.

Une baisse tendancielle de la croissance du PIB par habitant dans la Zone euro (1961-2015)



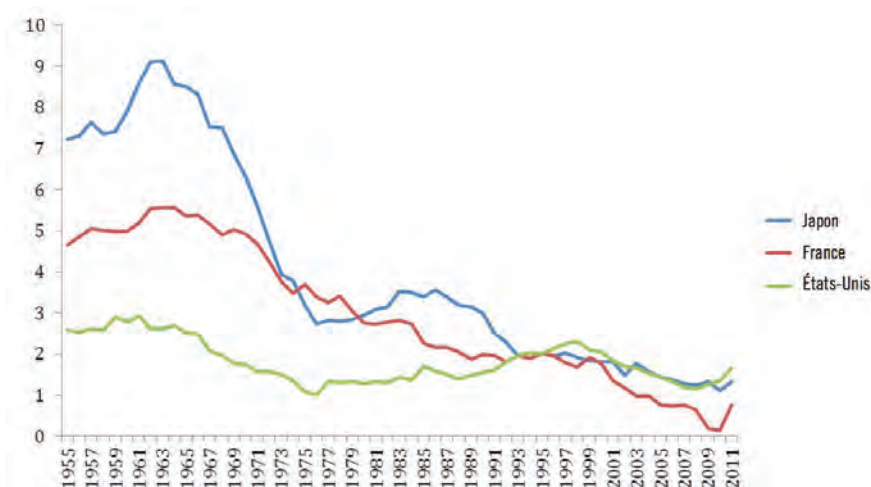
Source : Banque mondiale - <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.KD.ZG?locations=XC>

COMMENT S'EXPLIQUENT LA BAISSÉ DES TAUX DE CROISSANCE ET DE PRODUCTIVITÉ DEPUIS LA FIN DES ANNÉES 1960 ?

Les gains de productivité (hausse de la production marchande par heure travaillée) déterminent sur le long terme la croissance du revenu par habitant et donc la croissance. Ils résultent de l'organisation des processus de production (en lien avec des innovations) et de tout ce qui permet de démultiplier les capacités du travail humain. Dans la plupart des pays avancés, les taux de croissance de la productivité déclinent depuis la fin des années 1960. Les économistes avancent plusieurs explications, à commencer par la tertiarisation de l'économie. En effet, alors que les gains de productivité sont plus forts dans l'industrie que dans les services, la part de l'industrie dans la production a chuté depuis les années 1970. La

hausse des prix de l'énergie et leur variabilité est également mise en avant, parce qu'elle renchérit le coût des produits manufacturés et des services. Les pays développés ont atteint un plateau en matière de scolarisation ce qui réduit les progressions dans le capital humain. Le vieillissement est aussi en cause : lorsque le nombre d'inactifs augmente plus rapidement que le nombre d'actifs, le revenu moyen diminue. D'autres explications sont aussi données : augmentation des inégalités de revenus, une mondialisation de l'économie à laquelle les États ont du mal à adapter leurs outils de régulation, des innovations qui dopent moins la productivité que celles que l'on a connu par le passé...

La baisse du taux de croissance de la production par heure travaillée (IDDRI, sept. 2013)



Source : Conference Board, 2013 - Croissance de la productivité horaire, moyenne mobile sur 10 ans.

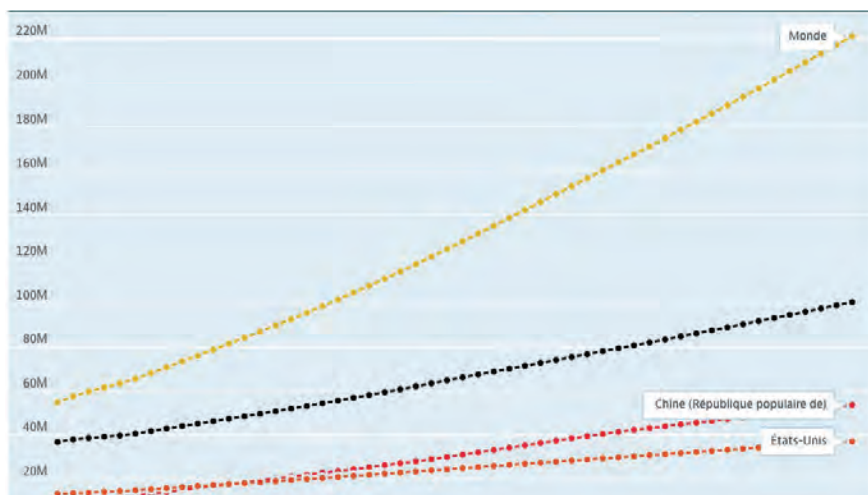
LES PRÉVISIONS DE CROISSANCE À LONG TERME

La croissance mondiale prévue est faible au regard des taux connus durant les 50 dernières années, mais reste substantielle. Selon l'OCDE l'économie mondiale devrait connaître un taux de croissance annuel de l'ordre de 3 % l'an d'ici

à 2060, ce qui signifie que la richesse mondiale aura plus que triplé, mais avec des différences importantes entre pays avancés et émergents (2% zone OCDE, 1,3% France).

- OCDE, *Horizon 2060 : perspective de croissance économique globale à long terme*, nov. 2012
- France Stratégie, 26 avril 2016, <http://francestrategie1727.fr/thematiques/la-croissance-mondiale-d-une-decennie-a-l-autre/>

Prévision du PIB à long terme (2009-2015)



Source : OCDE - <https://data.oecd.org/fr/gdp/previsions-du-pib-a-long-terme.htm>.

Tendance du PIB, y compris prévisions de référence à long terme jusqu'en 2060, en termes réels. Les prévisions sont établies sur la base d'une évaluation de la situation économique dans chaque pays et du climat de l'économie mondiale, en ayant recours à des analyses reposant sur des modèles et à des avis d'experts. Cet indicateur est mesuré en USD aux parités de pouvoir d'achat de 2010.

1. QUELLES INCERTITUDES SUR L'AVENIR DE LA CROISSANCE ?

Une économie de plus en plus servicielle... un frein à la croissance future ?

Le contenu des économies avancées se renforce en services. Du point de vue de la croissance du PIB, c'est un puissant facteur de ralentissement des gains de productivité. Ces gains sont en moyenne moins élevés dans les services que dans l'industrie. Cela concerne surtout, dans les services, ceux qui ont un fort contenu « relationnel » comme la santé, le soin aux personnes âgées, l'éducation, la formation, les loisirs. Le temps passé avec les usagers ne peut être facilement réduit, à moins d'accepter des évolutions qui ne sont pas neutres pour nos sociétés (comme la robotisation des services aux personnes âgées). Même dans les pays comme la Suède qui ont réformé les services publics et ont favorisé tout à la fois le maintien de services de qualité et l'innovation, cela n'est pas allé de pair avec des gains de productivité dans les services publics (ils ont été de l'ordre de 0,7% par an entre 1980 et 2000).

Des économistes anticipent que le processus de tertiarisation à l'œuvre dans les pays industrialisés ralentisse durablement les gains de productivité, en particulier dans les pays qui font le choix de modèles de développement reposant sur l'éducation, la santé, la prise en charge des personnes âgées, et plus généralement sur des services à fort contenu relationnel. Pour les optimistes, l'économie servicielle serait porteuse de nouveaux réservoirs de croissance (notamment via les nouvelles technologies de l'information).

Entre croissance du PIB et respect des engagements climat, faudra-t-il choisir ?

La raréfaction des ressources peut-elle réduire le niveau d'activité économique ? La réponse est moins évidente qu'il n'y paraît : l'économie puise des ressources dans son environnement et y rejette des polluants et des gaz à effet de serre. Elle peut alors être affectée par l'épuisement des ressources et par un environnement dégradé. Mais l'histoire a donné tort aux pessimistes – à Malthus et Ricardo qui s'inquiétaient de l'épuisement des terres fertiles, à Stanley Jevons qui voyait dans l'épuisement du charbon un facteur de déclin de la production, ou même largement au Club de Rome – et raison aux optimistes. À leurs yeux, les politiques environnementales et climatiques peuvent renforcer la croissance (effet de relance keynésien de plans d'investissement favorables à la transition, avantage compétitif des *cleantechs* sur les marchés mondiaux, bénéfique du transfert de fiscalité du travail vers la pollution, moindre gaspillage de ressources). Le changement climatique et le renchérissement des ressources ne seraient alors pas incompatibles avec la croissance. C'est le point de vue adopté par les grandes institutions internationales (OCDE, PNUE, Banque mondiale).

Le courant de l'éco-économie juge possible de concilier croissance et soutenabilité : mener des politiques publiques très actives, refondre les systèmes fiscaux en fonction des priorités écologiques, reconfigurer les moyens de production, etc., tout cela demanderait un effort d'investissement énorme qui pourrait générer de la croissance. Investir dans les énergies renouvelables, l'isolation des bâtiments, l'efficacité énergétique, l'agro-écologie, la mobilité douce, etc., c'est aussi ce qu'entend promouvoir la loi de transition énergétique pour une croissance verte, adoptée en août 2015.

Ce courant a ses détracteurs : ils affirment que l'économie verte est une illusion, que la croissance économique, même faible, est incompatible avec les taux de réduction des émissions de gaz à effet de serre aujourd'hui exigés pour ne pas franchir des seuils critiques de concentration dans l'atmosphère. Des économistes tels Jean-Marc Jancovici soutiennent que la croissance est corrélée avant tout à l'énergie. Dans nos sociétés industrielles, les biens de consommation, nos emplois et notre confort dépendent de la production et de la distribution d'énergie. La baisse de la production et le renchérissement des coûts auront des conséquences en cascade. À moins d'un effort considérable vers la transition, la dégradation environnementale et climatique sera telle que l'économie mondiale entrera en récession.

Un débat porte sur la possibilité de découpler la croissance de la consommation de ressources naturelles et des émissions de CO₂. Pour ce qui est du CO₂, selon une étude de l'Agence Internationale de l'Énergie, les émissions de CO₂ liées à l'énergie n'ont pas augmenté en 2014, alors que l'économie mondiale a crû de 3%. Mais d'autres résultats sont moins encourageants. Ces

débats font référence à l'équation de Kaya, selon laquelle la réduction des émissions de CO₂ doit s'accompagner soit d'une réduction de la consommation d'énergie, soit d'une augmentation de la productivité énergétique, soit d'une réduction de la croissance économique.

Selon l'économiste Gaël Giraud, pour respecter les engagements de la communauté internationale d'une division par trois des émissions de CO₂ dans les trois prochaines décennies, et alors que la population mondiale devrait être multipliée par 1,25 d'ici 2050, il faut faire baisser les autres ratios. Comme le ratio PIB mondial/population ne pourra guère descendre en dessous de 2% par an pour des raisons politiques, c'est sur le ratio énergie/PIB qu'il convient de se concentrer, en développant le recyclage et par de gros efforts d'efficacité énergétique. (Giraud, 2016).

- Jean-Marc Jancovici, *Dormez tranquille jusqu'en 2100 et autres malentendus sur le climat et l'énergie*, Odile Jacob, 2015
- Gaël Giraud, « Entre croissance du PIB et respect des engagements climat, il faut choisir », *The Conversation*, 29 août 2016
- IDDRI-CIRED, *Une société post-croissance pour le XXI^e siècle. Peut-on prospérer sans attendre le retour de la croissance ?*, n°8/13, novembre 2013

« Stagnation séculaire » ! Plusieurs facteurs pourraient durablement affaiblir la croissance

Un des principaux débats en économie porte sur l'hypothèse de « stagnation séculaire » (*secular stagnation*), remise au goût du jour en novembre 2013 par Lawrence Summers, ancien secrétaire américain du Trésor, lors d'une conférence du FMI. Cela définit une situation où l'économie ne parvient pas à se rapprocher de son potentiel de croissance. Pour les tenants de cette thèse, le ralentissement structurel de la croissance aurait commencé bien avant la crise de 2008-2009. Et malgré des politiques accommodantes mises en place depuis lors, nous n'arrivons pas à recoller avec la trajectoire de long terme de croissance du PIB. Les décideurs sont en quelque sorte obligés de choisir entre une croissance atone et la création de bulles financières pour stimuler la croissance et l'emploi. Les premières applications du concept ont été proposées à l'échelle des États-Unis, mais des économistes estiment que le phénomène a une dimension mondiale.

Deux moteurs principaux sont grippés du côté de l'offre, comme l'a montré Robert Gordon : la productivité ralentit en tendance depuis les années 1970 (malgré quelques rebonds) : la principale contribution à la croissance du PIB par habitant vient de la hausse de la productivité, qui s'explique principalement par le progrès technique. La dynamique de la productivité se heurte à la loi des rendements décroissants : plus on augmente le stock de capital, moins il est performant, il faut alors améliorer la qualité du travail (innovation) et de ceux qui travaillent (formation). Pour les pays développés, le ralentissement de la croissance s'expliquerait surtout par ce que l'on nomme la productivité globale des facteurs (PGF) ou résidu de Solow. La PGF reflète la capacité d'un pays à créer des richesses non simplement en accumulant des facteurs de production (capital et travail) mais en les combinant de la manière la plus efficace possible. Elle est le reflet du progrès technique, de l'éducation et de l'organisation de l'économie. Si l'on assiste à un ralentissement progressif de la PGF sur très longue période, la plupart des économistes considèrent (tel Ragot 2016) que cela traduit la difficulté des économies à transformer les nouvelles technologies en productivité et croissance. Il conviendrait qu'elles soient auparavant incorporées par de l'investissement, or le mouvement est insuffisant, et l'économie et les institutions se réorganisent et s'adaptent insuffisamment. On assiste à une perte d'efficacité de la R&D, à une hausse du poids du capital par rapport au travail dans la création de valeur, et à un niveau insuffisant de qualité de la population active (Artus et Virard, 2015). Le vieillissement de la population dans les économies avancées a un effet globalement négatif sur la croissance parce que cela se traduit par une diminution de la population en âge de travailler (15-64 ans) et que cela a un poids sur les finances publiques. L'OCDE prévoit pour les 50 prochaines années une baisse de 9% de la population en âge de travailler à l'échelle mondiale, alors que la population totale va continuer à croître lentement (0,3% par an). Le vieillissement sera rapide en Asie ainsi que dans des pays d'Europe, alors que l'Inde et l'Afrique du Sud augmenteront leur population active.

Du côté de la demande, Lawrence Summers a pointé un excès d'épargne au niveau mondial (le taux d'épargne des pays émergents a augmenté de 10 points dans les années 2000), par rapport à la demande de crédit. Ce phénomène a conduit à la baisse des taux d'intérêts réels, et a pesé sur l'activité dès lors que ces taux ont atteint un plancher à zéro, d'où un déficit de demande

globale et d'investissement ainsi que des pressions déflationnistes. Ce choc de demande négatif empêche l'économie d'atteindre son potentiel.

À ces facteurs de demande ou d'offre qui se renforcent mutuellement, s'en ajoutent d'autres pour plomber les perspectives : une moindre croissance est attendue des pays émergents ; la hausse des inégalités dans l'allocation des richesses aux États-Unis pénalise la croissance ; le caractère durable d'une inflation faible joue négativement sur l'investissement ; les déséquilibres des échanges extérieurs, avec pour la zone euro, une Allemagne dont l'excédent pose un problème à ses partenaires ; les risques géostratégiques sont élevés ; le coût des matières premières et de l'énergie devrait croître ; dettes publiques élevées qui freinent la relance et concourent au déficit d'investissement...

- Lawrence Summers, Conférence prononcée le 8 novembre 2013 au FMI, <http://larrysummers.com/imf-fourteenth-annual-research-conference-in-honor-of-stanley-fischer/> ou (vidéo) www.youtube.com/watch?v=KYpVzBbQIX0
- Robert Gordon, *The Rise and Fall of American Growth*, Princeton University Press, 2016
- Patrick Artus, Marie-Paule Virard, *Croissance zéro. Comment éviter le chaos*, Fayard, 2015

Les nouvelles technologies vont-elles tirer la croissance ?

Robert Solow, prix Nobel d'économie, n'observant pas l'effet escompté sur la productivité des nouvelles technologies à l'ensemble de l'économie, a donné son nom à un paradoxe, le paradoxe de Solow : les ordinateurs et les nouvelles technologies transforment nos vies, on les voit partout, sauf dans les chiffres de la productivité !

Le constat des techno-pessimistes ne manque pas de force : les gains de productivité ont ralenti dans la plupart des pays industrialisés depuis le milieu des années 1970, et sont restés faibles ensuite alors que les technologies de l'information et des communications se diffusaient. Alors qu'Internet se diffuse dans les années 2000, la PGF a moins augmenté aux États-Unis durant cette décennie que dans les années 1990. L'impact des innovations récentes sur l'économie est faible par rapport à celui des grandes inventions de la première et de la deuxième révolution industrielle. C'est la thèse de Robert Gordon : malgré la révolution numérique, il n'y a pas aujourd'hui de grande invention comparable à la machine à vapeur, l'électricité ou l'automobile, c'est pourquoi les gains de productivité ralentissent.

Pour les techno-optimistes au contraire, nous sommes à un « point d'inflexion », c'est-à-dire sur le point de voir le progrès technique s'accélérer significativement dans de multiples domaines (soins médicaux, robotique, voiture sans conducteur, impression 3D, big data, économies d'énergie, biotechnologies, nanotechnologies, etc.), ce qui fera repartir la croissance. En France, Philippe Aghion soutient cette thèse portée aux États-Unis par Eryk Brynjolfson et par l'historien de la technologie Joel Mokyr. Selon ce courant, l'installation d'un cercle vertueux entre développement technologique et développement scientifiques va alimenter la productivité et la croissance, à mesure que les entreprises adopteront de nouvelles pratiques organisationnelles. L'approche de Mokyr est congruente avec la théorie de la croissance endogène, où les facteurs essentiels de production ne sont plus le capital et le travail, mais le progrès technologique fondé sur le progrès de la connaissance. La performance et l'obtention de rendements croissants vont résulter de la conjugaison de deux mouvements, la rapidité du processus d'accumulation de connaissances épistémiques et la capacité de les transformer en artefacts par l'innovation. Les gains de productivité de la troisième Révolution industrielle devraient se matérialiser dès que le système productif se sera restructuré pour exploiter tout le potentiel des nouvelles technologies. Ce courant avance un argument de poids : à raison, il fait valoir que les révolutions technologiques phares ont mis des décennies pour se diffuser (80 ans par exemple pour que la machine à vapeur passe des brevets de Newcomen en 1712 à une diffusion large).

Ces économistes ajoutent que la croissance réelle est probablement sous-évaluée, parce que nos indicateurs sont incapables de mesurer l'évolution réelle de la richesse produite, qu'il s'agisse de l'effet de ces technologies sur la productivité et de l'augmentation de la qualité (par exemple sur un ordinateur ou un smartphone). Et que le capital humain continuera à se renforcer dans le monde (l'OCDE prévoit que la scolarité par adulte au niveau mondiale augmentera de deux ans en moyenne sur les 50 prochaines années). Leurs discussions portent alors sur les

moyens de mener en complémentarité des politiques structurelles et des politiques macro-économiques réactives qui sachent éviter le piège de l'austérité, ainsi que sur les moyens à utiliser prioritairement pour augmenter la demande (soutien à la consommation des ménages, à l'investissement des entreprises, relance de l'investissement public...).

- Xavier Ragot, « De quoi la stagnation séculaire est-elle le nom ? », Alternatives économiques, n°70, 2016
- Gilbert Cette, Philippe Aghion, Intervention, Les Journées de l'Économie, 9 novembre 2016, Lyon
- Philippe d'Arvisent, « De la grande modération à une stagnation séculaire », Conjoncture, avril 2015
- Trésor-Eco, Où en est le débat sur la stagnation séculaire, n°182, octobre 2016
- Jérôme Creel, Eloi Laurent, « Les vents contraires de la croissance française », Revue de l'OFCE, n°142, 2015

Une défaillance chinoise ?

Durant les années 2000, la croissance chinoise s'est maintenue autour de 10% par an, avant de ralentir. Le ralentissement s'explique par le passage d'un modèle de croissance basé sur l'exportation et l'investissement à un modèle basé sur la consommation domestique. Mais l'accumulation de surcapacités (surcroît d'offre : de nombreuses usines tournent au ralenti) et la suraccumulation du capital, créent d'importantes tensions déflationnistes au niveau mondial (pression à la baisse des prix). Ajouté à la hausse rapide de l'endettement privé, cela laisse craindre un scénario d'atterrissage brutal. Une éventuelle récession chinoise pourrait déprimer l'activité du reste du monde, en particulier via le canal des échanges extérieurs. À mesure que l'économie chinoise représente une part importante de l'économie mondiale, l'économie mondiale devient de plus en plus sensible au devenir de sa croissance.

- Blog illusio, 9 mars 2016, *Quel impact une chute des importations chinoises aurait-elle sur le reste du monde ?* - www.blog-illusio.com/2016/03/quel-impact-une-chute-des-importations-chinoises-aurait-sur-le-reste-du-monde.html

La croissance face à des freins éthiques et anthropologiques

Selon la perspective de Jérôme Batout et Emmanuel Constantin, trois stratégies sont utilisées pour trouver de la croissance : la création de nouveaux besoins ; la dérégulation ; l'essor de la finance. Dans les trois cas, il s'agit de substituer à des moteurs défaillants de nouveaux moteurs. Le hic est qu'ils n'ont pas l'efficacité de ceux qu'ils sont censés remplacer, ou que leur mise en place pose des problèmes. Alors que la croissance était vitale sur le plan biologique, et que répondre à des besoins anthropologiques (« quitter le froid, la faim, la mort prématurée... ») créait une motivation existentielle à la croissance et justifiait des sacrifices, ce n'est plus le cas dans les pays avancés. Une fois installé dans un relatif confort, la motivation et l'effort nécessaire pour gagner un progrès marginal vont moins de soi. La deuxième solution a consisté à penser que si la croissance manquait, c'est que nos sociétés étaient rigides, et qu'il fallait fluidifier ou optimiser les marchés, à commencer par celui du travail (réactivité, adaptabilité). Pour libérer les forces créatives, nos sociétés ont accepté l'accroissement des inégalités. La mondialisation a aussi servi d'argument pour relâcher des contraintes fiscales, réglementaires ou sociales. Pour ces chercheurs, c'est à la lumière de ce nouvel impératif de « libérer la croissance » que s'explique le tournant néo-libéral. La troisième technique a consisté à mobiliser la finance et la dette (publique et privée) comme « carburant alternatif » à la croissance. Globalement, plus on cherche à tout prix à susciter de la croissance, plus on se heurte à une frontière éthique. « la libération de la croissance, via la recherche de nouvelles sources de croissance et le relâchement des contraintes pesant sur celle-ci, a ébranlé le socle de nos sociétés et causé de grands dérèglements ». (Batout, Constantin, 2014)

- Jérôme Batout, Emmanuel Constantin, « Croissance, crise et dépérissement de la politique », Le Débat, n°182, 2014

2. FACE À UNE CROISSANCE FAIBLE OU NULLE À LONG TERME : QUELLES RÉPERCUSSIONS ? QUE FAUDRA-T-IL FAIRE ?

Croissance faible, échanges mondiaux ralentis, protectionnisme... si ces tendances se confirment, quels en seraient les effets ?

L'OCDE appelle à renverser la tendance à la croissance faible en réduisant le coût des échanges et en levant des restrictions commerciales. Mais il semble que sur le plan politique, ces mesures aient de plus en plus de mal à passer... En effet, de nombreuses opinions publiques adhèrent à des postures favorables au protectionnisme.

Le président américain Donald Trump a signé le 23 janvier 2017 un document mettant fin à la participation des États-Unis au traité de libre-échange transpacifique (TPP) et annoncé qu'il renégocierait les traités de libre-échange.

La croissance des échanges mondiaux est exceptionnellement faible et le protectionnisme se développe



Source : OCDE, "Perspectives économiques de l'OCDE, Sortir du piège de la croissance molle ?", Paris, 28 novembre 2016, <https://www.oecd.org/fr/eco/perspectives-economiques.htm>

Le libre-échange souffre face à la montée du protectionnisme. Les échanges mondiaux n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant 2008. D'après l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les barrières commerciales n'ont jamais été aussi nombreuses depuis 2009, quand l'institution a commencé à les comptabiliser. La victoire du Brexit en Grande-Bretagne inspire de nombreux mouvements et partis à travers l'Europe, où le protectionnisme et la sortie de l'euro gagnent du terrain dans l'échiquier politique de la démondialisation. Tout cela va à l'encontre de l'argumentaire d'un retour à une croissance forte basée sur l'innovation, elle-même tirant partie d'un monde « ouvert ». D'autant qu'une spirale peut se mettre en place entre croissance faible, protectionnisme et populisme. L'économiste Nouriel Roubini a récemment mis en garde dans un papier paru dans Les Échos : « si cette croissance reste faible - avec une hausse des salaires et du niveau de vie inférieure à ce que l'on pourrait attendre -, la réaction populiste contre la mondialisation, le libre-échange et l'immigration pourrait s'intensifier ». Avec une croissance faible, chaque groupe social tend à défendre le maintien de son niveau de vie quitte à demander un accroissement du prélèvement sur un autre groupe social, ce qui favorise une vision du monde amis/enemis (les élites, les étrangers, les baby-boomers...).

- Nouriel Roubini, « La faible croissance de la productivité face à la menace populiste », 6 juin 2016, Les Échos

Les inégalités vont-elles s'accroître ?

Selon Thomas Piketty, lorsque la croissance économique ralentit, les revenus générés par le patrimoine augmentent par rapport à ceux issus du travail, ce qui accroît les inégalités¹. Dans un monde à la croissance faible, est-on alors condamné à voir s'accroître les inégalités ? Un cocktail de stagnation économique, de dégradation des conditions de vie des classes moyennes, et d'accroissement des inégalités est explosif. D'autant qu'inégalités et mal-être sont corrélés.

L'histoire du XX^e siècle montre que ce sont avant tout les dynamiques politiques et sociales qui déterminent le niveau des inégalités de revenu. Une société de croissance faible doit alors redoubler d'efforts en matière de redistribution, et être attentives au caractère équitable des choix réalisés dans les réformes de la protection sociale. (IDDRI 2013)

Une des pistes pour contrer l'augmentation des inégalités et favoriser la productivité consisterait à améliorer les formations initiale et continue, qui sont des faiblesses françaises (France Stratégie, août 2016). L'OCDE souligne l'existence d'une dualité au sein de la population active en France avec d'un côté une minorité de personnels très bien formés, et de l'autre, une fraction importante de la population peu ou mal formée qui reste à l'écart de l'innovation. La performance des élèves de 15 ans en France a baissé sur dix ans, et les inégalités éducatives liées aux origines sociales sont supérieures à la moyenne. Le potentiel de croissance français s'en trouve affecté selon France Stratégie, en même temps que notre capacité à lutter contre les inégalités, qui se perpétuent via un fort déterminisme social. Dans une France où la mobilité sociale est limitée (un enfant de cadre sur deux devient cadre contre un enfant ouvrier sur 10), relever le niveau général des compétences, établir un accès équitable au marché du travail et égaliser les conditions d'emploi augmenterait significativement la croissance.

Une lutte contre les discriminations efficace, qui permettrait une meilleure allocation des talents et lèverait certaines barrières à l'emploi pourrait accroître le PIB français entre 3,6% et 14,1% selon les scénarios envisagés (France stratégie, septembre 2016). La réforme des systèmes fiscaux et leur coordination à l'échelle internationale est une piste privilégiée pour contrecarrer la hausse des inégalités de revenu. Au-delà de la fiscalité et des mécanismes de redistribution *ex post*, d'autres leviers sont la démocratie interne aux entreprises (égalité salariale, réduction des écarts trop importants), et les conditions d'accès aux biens publics (éducation, protection sociale, culture...). Soulignons en particulier l'enjeu que représente l'accès à la santé. Comme les inégalités tendent à s'accroître dans un monde de croissance faible, et que le niveau des inégalités de revenu est fortement corrélé à l'espérance de vie, à l'obésité et à d'autres pathologies, la croissance faible suscite une tendance lourde à l'accroissement des inégalités de santé.

- France Stratégie, « 2017-2027. Croissance et répartition des revenus », note d'analyse, 25 août 2016, www.francestrategie1727.fr/wp-content/uploads/2016/02/17-27-coissance-repartition-revenus-web.pdf
- France Stratégie, « le coût des discriminations », septembre 2016, www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/dp-discrimination-20-09-2016.pdf
- Guillaume Allègre, « Impact des inégalités sur la croissance : que sait-on vraiment ? », revue de l'OFCE, n°142, 2015
- IDDRI-CIRED, *Une société post-croissance pour le XXI^e siècle. Peut-on prospérer sans attendre le retour de la croissance ?*, n°8/13, novembre 2013

Quel impact sur la protection sociale ?

La protection sociale représente plus de 30% du PIB français, et la Commission européenne table sur 35% du PIB à l'horizon 2050. Mais si la croissance moyenne annuelle est un point en dessous des prévisions (0,7 au lieu de 1,7%), la protection sociale représenterait 50% en 2050...

Envisageons d'abord les retraites : dans un système par répartition, le niveau de retraite dépend essentiellement du niveau de la productivité du travail (ou du revenu moyen d'activité), du taux

1. De la littérature sur le lien entre croissance et inégalités, il est difficile de tirer conclusions générales, tant la relation joue dans les deux sens et dépend des contextes socio-économiques. Savoir si un niveau élevé d'inégalités est un frein à la croissance est un objet de débat parce que les données empiriques ne sont pas probantes. Pour l'OCDE, la hausse des inégalités entre 1985 et 2005 aurait réduit en moyenne de 4,7 points le PIB des pays analysés (OCDE, *In It Together : Why Less Inequality Benefits All*, mai 2015). Une hausse des inégalités se traduirait en effet par un moindre investissement éducatif des personnes à faibles revenus, ce qui pèserait sur la croissance. Mais au regard des évolutions sur longue période du PIB par tête et du niveau général des inégalités mesuré par l'indice de Gini, le lien entre croissance et inégalités n'apparaît pas évident en France (France Stratégie 2016).

de cotisation moyen des travailleurs et du rapport entre le nombre de travailleurs et le nombre de retraités. En France, l'équilibre du système de retraites est très sensible aux prévisions de croissance de la productivité à long terme. Avec juste 0,3 point de croissance annuelle de la productivité en moins par rapport au scénario de référence, le déficit des retraites à long terme s'accroît de 0,5 point de PIB avec un chômage faible (4,5%) et de 1,5 point avec un chômage plus élevé (7%). Alors que la tendance est à l'augmentation du nombre de retraités relativement aux travailleurs, une productivité plus faible obligerait, pour la compenser, à actionner plus fortement les leviers traditionnels : hausse des taux de cotisation, augmentation de la durée de cotisation, baisse du niveau des pensions des retraités par rapport aux revenus des actifs. Ces options peuvent être ou non mixées. Finalement, les systèmes de retraite par répartition, pour faire face un à un choc démographique ont besoin soit de croissance soit de réformes pour assurer leur financement.

Dans la santé, les perspectives sont assez similaires : les dépenses de santé augmentent quasi-continuellement depuis les années 1960 en France, elles représentent 12% du PIB en 2014 et devraient atteindre 25% en 2050. Avec un point de croissance en moins que les prévisions, la santé représenterait non pas 25 mais 35%. La recherche d'une plus grande efficacité du système de santé est alors indispensable, afin de limiter sa part dans le PIB. Cette efficacité pourrait aussi être un moyen de favoriser la croissance. (IDDRI 2013) Alors qu'il reste de nombreux nouveaux traitements à développer, comment concilier une croissance des dépenses de santé dans une économie qui croîtra peu ? Plusieurs options sont possibles : la première consiste à continuer à accroître les taux de prélèvements obligatoires pour maintenir le taux de remboursement des dépenses à un niveau constant, la deuxième à dérembourser des dépenses et à compter sur le secteur privé pour les prendre en charge, une troisième à accroître l'efficacité du système de santé, notamment en passant d'une logique curative à une logique préventive (médecine préventive, promotion d'une alimentation équilibrée, amélioration de la santé au travail...).

Au final, l'hypothèse de croissance faible impose de revoir le financement de la protection sociale : soit d'augmenter les prélèvements, soit de baisser le coût des prestations sociales (dérembourser des actes de soin, baisser des pensions, privatiser des services), soit de trouver des marges d'efficacité du système. L'inconvénient des deux premières options est qu'elles posent des problèmes d'équité. La troisième qui vise à fournir le même service à moindre coût est envisageable dans le secteur de la santé, par le passage d'une logique curative à une logique préventive, alors qu'en matière de retraites, le service prenant la forme du versement de pensions, les marges de manœuvre sont réduites (à moins de considérer dans son ensemble la politique vieillesse). Quant à l'idée alternative d'une gestion communautaire en santé et dans le champ social qui viendrait en partie se substituer à la fois au marché et aux acteurs publics, elle fait peser des risques sur l'universalité du système.

Avec une croissance atone, il faut d'avantage réformer, et faire davantage de politique. La difficulté est que, pour réformer la protection sociale, le contexte de croissance faible est un puissant frein politique. Comme il n'est plus guère possible de distribuer des dividendes de la croissance, toute modification de la répartition (revenus du travail/revenu du patrimoine, actifs/inactifs, entre classes d'âge...) ou des équilibres (services de santé publics/services relevant de la consommation privée) est vécue de manière douloureuse par les « perdants ». Comme le résume le rapport de l'IDDRI, « *La croissance faible rend plus nécessaires et plus difficiles les réformes de la protection sociale : moins de croissance, c'est plus de politique. (...) Un régime de croissance plus faible impose donc davantage d'arbitrages et rend ces arbitrages encore plus délicats politiquement.* »

- IDDRI-CIRED, *Une société post-croissance pour le XXI^e siècle. Peut-on prospérer sans attendre le retour de la croissance ?*, n°8/13, novembre 2013
- IDDRI, Lucas Chancel, Damien Demailly, *Quels enjeux pour la protection sociale dans une société post-croissance ?*, Working paper, n°17/13 octobre 2013

Quels modèles pour l'emploi à l'heure de la croissance faible ?

Nous assistons à un phénomène de destruction d'emplois dans les secteurs vers lesquels ils se sont historiquement déplacés (l'industrie puis le tertiaire). En cause, les processus de mécanisation, d'automatisation, d'informatisation, la mondialisation et l'éclatement de la logistique de production. Selon une large partie de la littérature sur le sujet, à long terme, ce n'est pas tant la croissance qui fait l'emploi mais l'emploi qui fait la croissance. Plutôt que de se poser la question « comment renouer avec la croissance ? », cela invite à se poser la question du solde net d'emplois en fonction des politiques menées. (Bonnenfant, 2014)

Parmi les économistes qui soutiennent que la croissance n'est nécessaire à la création d'emplois que dans le modèle actuel, Jean Gadrey propose d'orienter le système de production et de consommation selon une logique qualitative du « prendre soin » (des personnes, du lien social, de la biosphère...), en plaçant la qualité des biens communs au cœur des activités humaines : « *On constaterait alors que cette économie plus douce avec les humains, avec la nature et avec le travail, privilégiant les low tech (les "basses technologies", par opposition aux "hautes technologies", et qui n'exigent pas moins d'innovation), offre bien plus d'emplois riches de sens que l'économie productiviste actuelle. Pour une raison simple : à quantités identiques, donc sans croissance, il faut nettement plus de travail humain pour produire propre, vert et sain, dans de bonnes conditions de travail et d'emploi. L'agriculture biologique, par exemple, requiert environ 30% à 40% plus de travail que l'agriculture industrielle et chimique pour produire les mêmes quantités de fruits, légumes, céréales, etc.* » (Gadrey, 2015)

Dans ce modèle, l'emploi se développerait dans des secteurs (énergie, agriculture...) qui eux-mêmes gagneraient en durabilité et en qualité de leurs productions. Les secteurs dits sobres en énergie ont en effet une intensité en emplois plus importante. En Allemagne, les emplois de l'*Energiewende* (« révolution énergétique ») sont de l'ordre de 900 000 dans le bâtiment et 400 000 dans les énergies renouvelables (Sinaï, 2015). En France, la mise en œuvre du scénario de transition énergétique construit par l'Association *négaWatt* (qui prévoit un développement massif des économies d'énergie et des énergies renouvelables d'ici à 2050) aboutirait à un effet positif d'environ 630 000 emplois équivalent temps-plein en 2030 (Quirion, 2013). Reste des questions posées : cette transition ou réforme des modes de production et de consommation ne va-t-elle pas détruire plus d'emplois qu'elle ne va en créer ? Une autre solution envisagée, celle organisant la réduction du temps de travail (qui pour les décroissants est un moyen de produire moins et de consommer moins mais de manière souhaitée) pose aussi de multiples questions : alors que la réduction du temps de travail ne peut s'accompagner du maintien du niveau de salaire de chacun, comment convaincre la majorité de la population qu'elle souhaite la frugalité ?

- Gilles Bonnenfant, « Croissance et emploi ne sont plus liés », Le Monde, 11 juillet 2014
- Jean Gadrey, *Croissance, un culte ne voie de disparition*, Le Monde diplomatique, nov. 2015, www.monde-diplomatique.fr/2015/11/GADREY/54141
- Agnès Sinaï, « Réinventer le travail dans la société post-croissance », 2 février 2015
- Philippe Quirion, CIREN, *L'effet net sur l'emploi de la transition énergétique en France : Une analyse input-output du scénario négaWatt*, 29 mars 2013

3. COMMENT RENDRE LA CROISSANCE COMPATIBLE AVEC LES ENJEUX DE DEMAIN (UBÉRISATION, DÉFI ENVIRONNEMENTAL ET CLIMATIQUE, INCLUSION...) ?

Vers des solutions quaternaires en complément de l'ubérisation ?

Selon l'économiste Michèle Debonneuil, des entreprises opérationnalisent le nouveau paradigme – au demeurant très discuté et critiqué – qui consiste à offrir des solutions à coût marginal nul. Pour éviter les inconvénients de ce modèle parfois résumés par le terme d'ubérisation (multiplication des travailleurs indépendants qui ne partagent pas les fruits d'une croissance au demeurant faible), elle appelle à ce qu'en complément, les pouvoirs publics favorisent l'essor du modèle de l'économie quaternaire (mixte de l'économie de la fonctionnalité et de l'économie circulaire). Cela consiste à sortir du modèle où des biens ou services sont achetés par les consommateurs, pour entrer dans celui où des « solutions » sont vendues par des entreprises qui

prennent en charge l'achat, l'installation, l'entretien et le recyclage. Par exemple l'intervention en cas de chute d'une personne âgée à son domicile ferait intervenir quatre acteurs : l'entreprise qui a posé un capteur et assure son entretien, des personnes qui surveillent à distance via les renseignements transmis par ces capteurs, des professionnels qui interviennent en cas de chute, et le « grand distributeur » qui a construit avec l'usager cette interaction entre des métiers différents (Debonneuil, 2017). Dans ce modèle, la transformation est à plusieurs niveaux : forte utilisation des outils numériques, solutions pensées à partir des besoins des usagers, modèle de la plateforme pour que les acteurs puissent échanger, et passage d'une économie de l'« avoir plus » à une économie de l'« être mieux ». L'économiste n'escompte pas que la diffusion de ce modèle tire la croissance : la croissance faible est jugée compatible avec l'amélioration du bien-être. Michèle Debonneuil en appelle à ce que la puissance publique monte un projet de « vallée quaternaire » avec les acteurs volontaires. Une question centrale reste néanmoins sans réponse : pourquoi cette économie quaternaire annoncée depuis des années ne se développe-t-elle pas davantage, alors que l'économie s'ubérise à grande vitesse ?

- Michèle Debonneuil, « Vivre avec moins de croissance : sortir de la nostalgie des Trente Glorieuses », Cahiers Français, n°396, janvier 2017

Comment concilier croissance et inclusion ?

Dans les pays de l'OCDE, le revenu moyen du décile le plus riche est aujourd'hui plus de 9,5 fois supérieur à celui du décile le plus pauvre, alors que le rapport était de 1 à 7 il y a 25 ans. Les inégalités compromettent la mobilité sociale, sont discriminantes en termes de santé et d'éducation, et elles sapent la confiance des citoyens dans les institutions et la démocratie (OCDE, 2014).

Susciter une croissance inclusive impose de prioriser des politiques publiques. Selon Angus Deaton, prix Nobel d'économie en 2015, auteur de *La grande évasion – Santé, richesse et origine des inégalités* (2016), l'accroissement des inégalités n'est pas un problème économique, mais un problème politique. Les économies de marché font face à des choix de politique publique. Des politiques sociales novatrices, appuyées par des politiques de redistribution et des normes sociales renouvelées, peuvent servir d'instruments correcteurs de régimes de croissance fondamentalement iniques et ainsi favoriser un développement inclusif (Chalmers LaRose, 2016).

Impact de la réforme des dépenses	Croissance	Revenu des catégories pauvres	Pays ayant les plus grandes marges de progression
Amélioration de l'éducation	■	■	CHL, GRC, MEX, PRT, TUR
Hausse de l'investissement et de la recherche publics	■	■	DEU, GBR, IRL, ITA, MEX, TUR
Amélioration de l'efficacité de l'administration	■	■	FRA, GRC, HUN, ITA, SVN
Réforme des retraites	■	■	DEU, FIN, FRA, JPN, POL
Hausse des prestations familiales	□	■	CHE, ESP, GRC, PRT
Diminution des subventions publiques	■	□	BEL, CHE

Impact positif
 Impact incertain ou nul

Source : OCDE, « Perspectives économiques de l'OCDE, Sortir du piège de la croissance molle ? », Paris, 28 novembre 2016, www.oecd.org/fr/eco/perspectives-economiques.htm

Des pays d'Europe du Nord offrent des pistes de croissance inclusive : ils connaissent une croissance assez élevée et en même temps demeurent des modèles très peu inégalitaires avec des services publics de qualité. L'imposition sur le travail est progressive avec des taux maximum aux alentours de 50% et une imposition forfaitaire de 25%-30% sur les revenus du capital. Les expériences réussies de réformes de l'État (Suède mais aussi Canada, Australie) montrent que c'est un processus gagnant puisque la réforme des services publics a dopé la croissance et fait repartir l'emploi. (Aghion, 2014)

- Philippe Aghion, entretien au Nouvel économiste, 24.04.2014, www.lenouveleconomiste.fr/philippe-aghion-les-reformes-sont-payantes-economiquement-et-politiquement-22480/
- Emilie Bourdu, *Les transformations du modèle économique suédois*, www.la-fabrique.fr/wp-content/uploads/2016/09/N3-REX-suede-WEB.pdf
- Chalmers LaRose, « Introduction. Développement et inclusion : Le défi de notre temps », Revue Interventions économiques [En ligne], n°56, 2016
- OCDE 2014, www.oecd.org/fr/forum/annuel-ocde/croissance-inclusive-emploi-confiance.htm

Pour concilier croissance et durabilité, utiliser plus franchement les prix ?

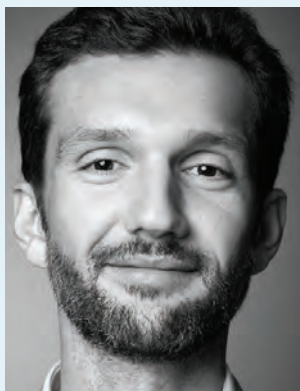
Pour concilier croissance et préservation de l'environnement, la solution pourrait consister à fixer les prix en tenant compte des conséquences à long terme de nos modes de vie, pour que les agents économiques fassent des choix favorables à la soutenabilité de la croissance. Les signes en termes de prix peuvent être limités ou très importants. Dans ce schéma, les acteurs responsables d'une dégradation deviennent les payeurs de l'externalité engendrée par le biais d'une taxe qui a pour objectif de modifier le rapport coûts/avantage. L'internalisation des externalités permet d'envoyer un signal prix aux agents économiques, et d'améliorer l'appétence pour des ressources, des produits, des technologies ou des processus équivalents moins nuisibles.

Il est probable que les prix seront au centre de la planification de la transition écologique et de l'influence sur le comportement des acteurs. La taxe intérieure sur la fiscalité des produits énergétiques (TICPE) comprend déjà une part liée au contenu carbone des carburants, croissante avec le temps. L'affichage dans la loi de la taxation croissante permet aux entreprises comme aux particuliers d'anticiper l'évolution et d'ajuster leurs choix d'investissements, en ne renouvelant pas l'achat d'une voiture diesel par exemple. Mais on voit la difficulté politique à aller franchement dans cette direction, et la difficulté également à ce que cet effort soit conjugué entre les pays en dehors de l'UE (on le comprend bien : les concurrents de l'UE n'ont pas intérêt à une mesure qui favoriserait le maintien durable de la compétitivité sur le territoire européen).

- Projet de stratégie nationale bas carbone (mis en consultation en 2015), www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/2015-08-27_DEVR1519707D_SNBC.pdf

Finalement, peut-on se passer de croissance ?

Les avis restent tranchés : des économistes n'envisagent pas le bon fonctionnement de nos sociétés sans croissance (« une société sans croissance est une société qui a décidé de s'arrêter. La croissance est nécessaire, c'est comme le sang qui circule dans nos veines » Aghion, 2016), alors que d'autres estiment que s'adapter à des taux de croissance très faibles n'impose pas de renoncer aux objectifs poursuivis par les puissances publiques en matière d'emploi, de réduction des inégalités économiques, de protection sociale ou encore de bien-être (IDDRI, 2013). Plutôt que de se focaliser sur la croissance, mieux vaut répondre selon eux à la demande d'emploi, d'égalité de revenus et d'égalité devant l'accès à des biens publics. Pour autant, est-ce un signe de rapprochement, même dans le premier courant, de plus en plus d'économistes intègrent dans leur raisonnement une perspective de croissance plutôt faible...



“Si demain la croissance est à zéro, nous serons face à des choix autrement plus compliqués. Il nous faudra refaire de la politique.”

Éric VIDALENC, responsable du pôle transition énergétique à la Direction Régionale Hauts de France de l'ADEME, est aussi conseiller scientifique de Futuribles notamment sur les questions énergétiques, urbaines et de croissance économique et s'exprime sur ces questions sur son blog personnel chez Alternatives Économiques (itw 28/02/2017)

Quelles sont les perspectives de croissance économique à long terme ?

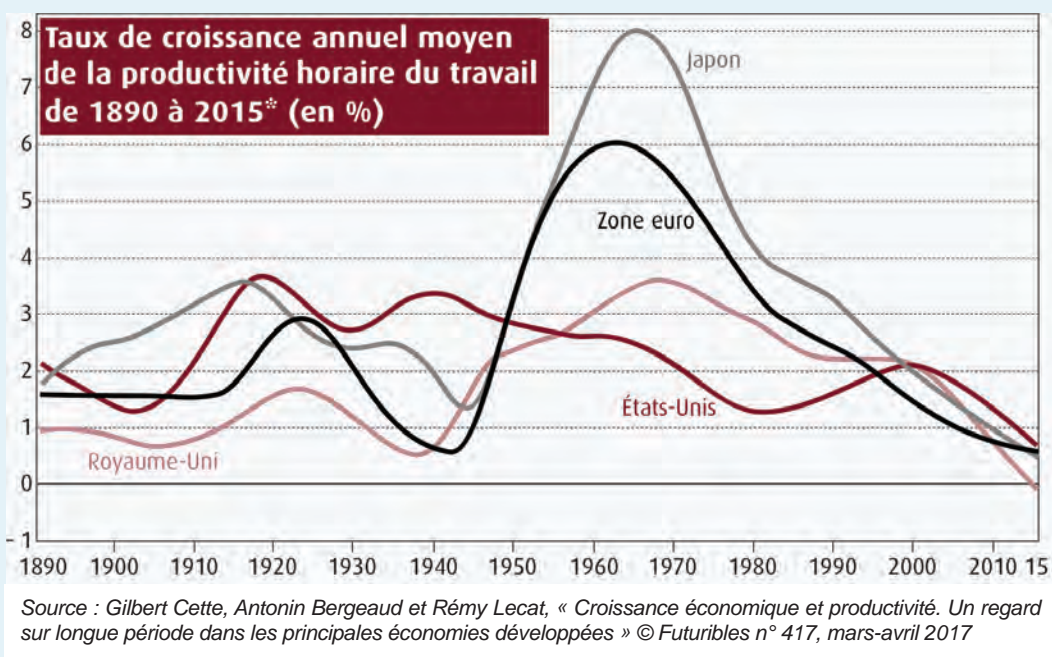
Le taux de long terme que la plupart des économistes projettent dans leurs modélisations est de l'ordre de 2% pour les pays développés. Là où il reste un clivage significatif, c'est entre ceux qui pensent que nous sommes en passe de sortir de la crise post-2008 et retrouver des niveaux de croissance forts, et ceux qui, tel Robert Gordon, défendent l'idée que **la croissance économique forte a été une exception qui a pris fin**. Ensuite, il est important de considérer le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) par habitant. Si l'on compare les taux de croissance Europe/États-Unis sans prendre en compte la démographie, on oublie la moitié du « moteur », parce que la croissance liée au fait migratoire est très forte aux États-Unis, même s'il est possible que cela change demain avec la présidence de Donald Trump.

Dans son livre *The Rise and Fall of American Growth* («Ascension et chute de la croissance américaine») publié en 2016, l'économiste américain Robert Gordon estime qu'à l'avenir la probabilité la plus forte est celle d'une stagnation. Quels sont ses arguments ?

Son livre est une somme de 800 pages, qui en 20 chapitres, aborde l'alimentation, l'éducation, la culture, la santé, la mobilité, le logement, et se demande en quoi ces secteurs ont été bouleversés par les progrès techniques des 150 dernières années. Son explication du ralentissement de la croissance vaut à mon sens pour les pays industrialisés, parce que les États-Unis sont précurseurs d'un certain mode de développement. L'intéressant dans son ouvrage est la mise en perspective. Il consacre la moitié du livre à la révolution qui s'est produite à l'intérieur et à l'extérieur de la maison entre 1870 et 1940. En l'espace d'environ 70 ans, les habitations se sont connectées au réseau d'eau potable, à celui de l'eau usée, nous avons l'électricité, le chauffage, accès aux télécommunications (téléphone, radio, télévision...) et donc à l'information et à la culture au sein du foyer, aux moyens de transport donc à la mobilité, au « systèmes » de santé, d'éducation... **En le lisant, nous prenons conscience de l'immense changement que les États-Unis et au-delà, l'humanité ont connu**. Les bases du monde contemporain sont alors posées et les améliorations du quotidien se traduisent à travers quelques indicateurs emblématiques : amélioration des conditions de vie et de travail, baisse du temps de travail, division par cinq de la mortalité infantile, hausse de l'espérance de vie, etc. De multiples petites révolutions, fruit d'innovations techniques, sociales, économiques, ont fait système. Robert Gordon l'affirme : cela s'est passé une fois et ne se reproduira plus. Manque-t-il d'imagination ? En tout cas il est difficile d'imaginer un bouleversement aussi structurel, aussi transformateur à tous les niveaux. L'espérance de vie par exemple s'est envolée grâce à une alimentation suffisante et diversifiée au quotidien et par l'hygiène au travers de l'urbanisme, l'accès à l'eau potable et au réseau d'eaux usées dans la ville. Les politiques de santé sont intervenues de façon plus marginale sur l'espérance de vie, alors qu'aujourd'hui nous avons tendance à nous focaliser sur les systèmes de soin, qui ne sont que la partie curative de la question. Pour le futur, on l'aura compris, la stagnation est pour Gordon la perspective la plus probable.

Robert Gordon est parfois qualifié de « technopessimiste » par opposition aux « technooptimistes » qui défendent l'idée que la troisième révolution industrielle, notamment provoquée par les outils numériques et la robotique, va tirer la croissance dans les décennies à venir. L'histoire ne leur donne-t-elle pas raison, puisque la première et la deuxième révolutions industrielles nous ont durablement apporté de la croissance économique

Il ne fait pas de doute que le progrès technique va s'incorporer à la société, va percoler petit à petit. Mais que l'on accélère cette intégration dans les différentes sphères productives via des mesures incitatives ou qu'on laisse faire, cela ne changera pas grand-chose sur le long terme. J'aurais tendance à penser que les pays avancés vont structurellement vers de la croissance faible à moyen terme. **La troisième révolution industrielle ne donne pas lieu jusqu'à présent à une croissance forte**, à l'exception des États-Unis à la fin des années 1990 où l'on a assisté à un rebond de la productivité et de la croissance sans doute suscité par les innovations réalisées dans ce domaine. Si l'on suit Robert Gordon, en termes d'infrastructures, nous ne pouvons pas mettre au même niveau le numérique et l'ensemble des infrastructures précédentes. C'est même parce que toutes les infrastructures du socle socio-technique existent que l'on peut poser la « petite couche » numérique supplémentaire. Les gains de productivité furent exceptionnels — la productivité horaire était de 2,8% par an dans les années 1920-1970 — et ne pourront plus être atteints selon Gordon, y compris en raison de tout un ensemble de raisons qui dépassent la seule question technique (vieillesse de la population, inégalités, niveau d'éducation stagnant, dette publique). La croissance est plus complexe que la simple incorporation du « progrès technique » dans la société.



Chez les économistes, quels sont les autres points de débats sur la croissance?

Sur la question sociale, la croissance ne résout pas la question des inégalités, mais sans croissance, elle peut devenir plus délicate encore. C'est la raison pour laquelle l'économiste américain James Kenneth Galbraith (le fils de John K Galbraith), au-delà de son « constat » de la fin du cycle de croissance économique forte, appelle à ce que l'on évite de tomber à une croissance zéro, qui se justifierait pour préserver l'environnement, mais que l'on se maintienne à une croissance faible, parce que sinon la question sociale serait trop forte. C'est le propos de Piketty lorsqu'il dit que le capital croît plus vite que n'augmente la croissance ($r > g$), ce qui favorise les rentiers face aux travailleurs. Tout cela traduit de manière implicite que les rapports de force en l'état actuel sont défavorables pour traiter la question des inégalités par le biais de mesures de redistribution, et qu'il est plus simple d'attendre la croissance pour que tous en bénéficient.

Le questionnement porte aussi sur l'environnement : la croissance économique aggrave-t-elle la crise environnementale ? Pour la résoudre, a-t-on besoin de croissance ? Traiter la question environnementale pourrait-il provoquer un regain de croissance ? Le rapport « Une société post-croissance pour le XXI^e siècle. Peut-on prospérer sans attendre le retour de la croissance ? » (2013) de l'IDDRI l'a dit de manière assez convaincante : nous sommes dans une forme d'incantation, à considérer que sans retour de croissance, nous ne résoudrons pas les défis qui se posent à nous. Tout cela n'est pas nouveau, il y a presque quarante ans, Michel Rocard, Jacques Attali, Bertrand de Jouvenel, Jean-Pierre Chevènement entre autres avaient déjà constaté qu'à elle seule la croissance ne résolvait rien¹. On inverse bel et bien cause et conséquence. **La croissance ne devrait être qu'un indicateur de résultats alors qu'on en fait le préalable à toute politique** — d'emploi, de redistribution des richesses, de traitement de la question environnementale, ... —. La croissance étant faible, nous nous trouvons alors paralysés. J'y vois un raisonnement qui permet, consciemment ou non, de légitimer l'inaction, de renoncer à faire de la politique.

Qu'est-ce qui demain pourrait tirer la croissance ?

Le retard d'intégration du numérique dans le progrès technique en Europe et en France par rapport aux États-Unis devrait donner lieu à un rattrapage, comme le souligne par exemple Gilbert Cette². Ce facteur assez objectif joue en faveur de la croissance. La contribution la plus forte à la croissance est apportée par la productivité horaire du travail. **La robotisation pourrait doper cette productivité et transformer nos modes de consommation, permettant ainsi de renouer avec une croissance forte.** De ce point de vue, la proposition de « taxer les robots » peut apparaître dangereuse parce que la France a un retard d'intégration du numérique et de robotisation dans l'ensemble de sa sphère industrielle et tertiaire. Avec une taxe, plutôt que de rattraper ce retard, nous risquerions de nous tirer une balle dans le pied en termes de croissance.

Quant aux pays émergents ou potentiellement émergents, ils sont dans des dynamiques de croissance plus élevées. Pour autant, passer de 10% à 6% ou moins en moyenne annuelle (Chine, etc.) pose de vrais problèmes de redistribution, surtout quand cela se fait rapidement. Pour ces pays, la question principale me semble-t-il est de savoir si l'Asie va poursuivre dans cette voie, et si l'Afrique demain s'engagera sur ces mêmes sentiers de croissance, ou inventera un modèle de prospérité plus sobre et frugal en ressources. Si le mode de développement actuel se répand tel quel, les questions environnementales seront redoutables.

Notre économie est de plus en plus centrée sur les services, et l'on sait qu'en moyenne la productivité est plus faible dans ce secteur que dans l'industrie. N'est-ce pas là un frein objectif à la croissance future, surtout si le volet des services aux personnes reste important ?

J'y vois davantage un débat de société et un sujet politique qu'un sujet économique : veut-on aller demain vers une société qui réponde aux enjeux du vieillissement de la population, de santé, d'environnement, avec plus d'intensité en emplois, de services à la personne, ou en supprimant des tâches dès lors que l'on estimera que des métiers (s'occuper des petits vieux...) ne sont pas intéressants et qu'il est possible de les remplacer par des robots ? **Une fois vieux, apprécierons-nous d'être soignés par des robots ?** Finalement, quelle place voulons-nous donner aux relations interpersonnelles et humaines pour répondre à ces enjeux ? Jean Gadrey ou Florence Jany-Catrice insistent sur ce point dans leurs travaux.

Des économistes soutiennent que tout un pan de la révolution numérique en cours n'est pas pris en compte par les indicateurs de productivité, et finalement que la croissance n'est pas aussi faible que ne le laisse entendre le PIB. Qu'en pensez-vous ?

Le PIB est une mesure imparfaite des progrès réalisés, mais cela est aussi vrai aujourd'hui

1. FLIPO, « Décroissance », Encyclopædia Universalis [en ligne], <http://www.universalis.fr/encyclopedie/decroissance/>

2. Gilbert Cette, Antonin Bergeaud et Rémy Lecat, « Croissance économique et productivité. Un regard sur longue période dans les principales économies développées », revue Futuribles, n°417, janvier 2017

qu'hier, et à ce titre les innovations autour du numérique sont aussi mal appréhendées par les grands indicateurs macroéconomiques que les précédentes innovations. Pour illustrer que la sous-estimation des gains de productivité n'est pas nouvelle, Robert Gordon cite une étude de 1994³ de l'économiste William D. Nordhaus sur l'éclairage dans les foyers. Quand nous en étions à la bougie, toute activité diurne en dehors des heures naturelles était difficilement possible, on ne lisait pas, on ne s'instruisait pas... La vie s'arrêtait une fois le soleil couché. Passer de la bougie à la lampe à pétrole nous a permis de commencer à avoir une vie à domicile en dehors des heures d'éclairage naturel, puis l'éclairage électrique avec la lampe à incandescence a tout changé, dans nos modes de vie, dans l'intensité d'éclairage — nous sommes passés de quelques lumens à des centaines de lumens —, dans la réduction du coût de la lumière, de la pollution et des odeurs au sein du domicile, ou encore des risques d'incendies, maux très problématiques dans des villes largement construites en bois. Robert Gordon explique que tout cela est invisible dans le PIB. Et pourtant quelle évolution, qui se poursuit aujourd'hui avec les technologies nouvelles LBCs ou LEDs qui divise encore la consommation d'énergie par 5, voire 10.

Le PIB est un indicateur de richesse critiqué pour de multiples raisons. L'une d'elles est qu'il ne prend pas en compte les activités domestiques et bénévoles. Faudrait-il mieux comptabiliser ces activités ?

Cela peut faire sens, mais comme souvent une question de seuil ou de limites se pose. Dans son rapport annuel de 2013 « L'économie française, comptes et dossiers » l'Insee avait, pour la première fois, quantifié tous les services domestiques non rémunérés exclus du PIB, et montré que nous sommes beaucoup plus riches que nous le pensons. Le PIB de la France ne serait pas de 2400 milliards d'euros par an, mais plutôt de 3500 ou 4000 milliards. **À l'échelle du pays, le temps total consacré à ces activités est entre une et deux fois le temps de travail rémunéré.** Pour ajouter au PIB ce qui est ainsi produit, l'Insee avait converti les heures en valeur monétaire, considérant par exemple qu'une heure passée à s'occuper des enfants valait le salaire qu'on aurait versé à une nourrice. Ces travaux venaient à la suite des réflexions de la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi pour mettre au point des indicateurs dépourvus des défauts du PIB. Le philosophe Jean-Pierre Dupuy, qui depuis des années questionne l'économie au prisme de la philosophie, avait écrit un papier, « L'économie obscène »⁴ qui illustre bien les risques qu'il y aurait à étendre la comptabilisation de la richesse à ce qui n'est pas aujourd'hui compté. Certains se félicitent, écrivait-il, d'autant plus quand ils penchent à gauche, de voir enfin quantifier une grande partie du travail domestique, parce qu'en proportion il est plus réalisé par des femmes que des hommes, ce qui permet de rééquilibrer l'apport des uns et des autres dans le fonctionnement de la société, de montrer que, même au foyer, les femmes ont une part productive considérable à travers l'éducation des enfants, le ménage, la préparation des repas, etc. Pour lui, ce calcul résulte d'une confusion anthropologique, puisque le partage des tâches relève de l'échange de dons, qui est une manière d'entretenir le lien social en entretenant un système d'obligations réciproques, ce qui n'a rien à voir avec l'échange monétaire. Vouloir tout rémunérer fausse la vision de ce pourquoi nous agissons. Il pousse alors le raisonnement : dès lors que l'on étend la comptabilisation des activités, pourquoi n'avoir pas aussi quantifié les relations sexuelles au sein des couples ? Cela ne pourrait-il pas rentrer dans le PIB puisqu'entre client et prostituée, cela donne lieu à un échange marchand, et que des pays l'ont intégré comme le Royaume-Uni ? Cet exemple, extrême, pousse le raisonnement à l'absurde pour apporter un regard critique sur les effets possibles de la quantification de toutes les activités.

3. Nordhaus William, *Do Real-Output and Real-Wage Measures Capture Reality? The History of Lighting Suggests Not*, 1994

4. Le Monde, 14 juillet 2013, <http://www.lfm.edu.mx/media/2177/l'économie-obscène.pdf>

Plus on s'emploie à vouloir assimiler des activités « gratuites » à des activités rémunérées pour mesurer la richesse produite, plus on favorise un monde où tout se monnaie, c'est cela ?

En quelque sorte. Le philosophe Jean-Claude Michéa dénonce aussi les formes caricaturales que prend l'économie collaborative aujourd'hui, en pointant les plateformes de services et de location entre particuliers, les Airbnb, Uber, Zilok... À mon sens tout est une question de seuil. Je trouve assez absurde que la plupart des objets de notre quotidien soient très peu utilisés, qu'une voiture reste garée, souvent sur l'espace public, 95 % de son temps, etc. La mutualisation, si elle reste mesurée, ne nous fait pas basculer dans un monde où tout donne lieu à des échanges tarifés. En revanche, si nous mettons tout sur un vaste marché, qui s'étend de notre intimité au marché global, grâce aux outils numériques, nous pouvons entrer dans un univers assez anxiogène de marchandisation ultime.

Finalement, de multiples questionnements nous poussent à nous interroger : **doit-on continuer à faire de la croissance une fin**, ou même un moyen intermédiaire pour d'autres fins (sociales, environnementales, ...), ou convient-il de se concentrer sur autre chose ? Si l'on décide que la croissance est une fin en soi, il est justifié de la rechercher, sinon, il convient de privilégier une politique de l'emploi, une politique de l'environnement, etc. Jean-Pierre Dupuy, Jean-Claude Michéa, Florence Jany-Catrice, ou plus largement les économistes réunis dans la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, malgré leurs approches différentes, nous invitent à ce questionnement, à intégrer d'autres indicateurs ou approches. Ils nous poussent à sortir de la réflexion strictement économique.

La réflexion est-elle engagée sur ce qu'une croissance proche de zéro pourrait changer dans les politiques publiques ? Chez les élus, le discours sur la nécessité de la croissance semble très ancré...

Je vois quand même une différence entre le moment où ces sujets étaient ultra minoritaires, défendus par une poignée d'écologistes, et aujourd'hui où ils apparaissent dans les programmes de plusieurs candidats à l'élection présidentielle. Il me semble y avoir une percolation de ces idées. En France, historiquement, « la gauche » est aussi productiviste que « la droite », mais les lignes bougent un peu, même si l'on reste globalement très focalisés sur la compétition entre territoires, entre états, et sur le toujours plus.

Un des concepts permettant d'engager la réduction de l'empreinte écologique des sociétés est le découplage. Pourrait-on avoir de la croissance tout en émettant moins de gaz à effet de serre, en n'épuisant plus les ressources naturelles, en préservant la biodiversité ?

Le découplage ne vaudrait que s'il est mesuré à l'échelle de la planète. Constaté que des économies sont aujourd'hui en train de découpler croissance du PIB et impact environnemental ne signifie pas grand chose : quelles sont les externalités que l'on délocalise ? Dans des économies aussi tertiaisées et financiarisées que le Royaume-Uni, il est facile de faire de la croissance en délocalisant toutes les externalités environnementales. À l'échelle mondiale, si nous observons le découplage, là c'est autre chose ! Depuis trois ans désormais, selon l'Agence internationale de l'énergie, la croissance du PIB est allée de pair avec une légère diminution de l'émission de CO₂. Ces deux indicateurs, malgré leurs limites, disent tout de même quelque chose de l'activité économique et de la pression globale sur l'environnement.

Ensuite, le découplage ne résoudrait pas tout. Il faut prendre en compte la temporalité et la vitesse des phénomènes, distinguer la question de la pollution locale, résolue le jour où l'on arrête de polluer (si demain le maire de Paris interdit la circulation dans la capitale, la ville ne souffrira plus de pollution locale si ce n'est celle qui vient des surfaces agricoles à proximité ou des centrales thermiques), de la question des gaz à effet de serre, où les effets sont cumulatifs. Le CO₂ émis dans l'atmosphère va y rester un siècle. **L'idée qu'il nous faudrait plus de croissance pour répondre à travers l'innovation aux questions environnementales — d'un point de vue théorique fondée sur la courbe de Kuznets — est fautive en ce qui concerne les gaz à effets de serre, en raison de leurs accumulations.** Au-delà de certains seuils la machine s'emballera, et un découplage total croissance / émissions de gaz à effet de serre n'y

pourra plus rien. Le réchauffement du climat à son tour pourrait engendrer cette mécanique infernale : dès lors que les permafrost ou sols gelés des hautes latitudes vont fondre et libérer du méthane, nous aurons beau ne plus émettre de CO₂ parce que nos technologies seront « au top », des rétroactions se seront créées dans la biosphère sur lesquelles nous n'aurons plus aucun effet.

Des villes, telle Détroit aux États-Unis, ont connu un choc industriel et une décroissance tant économique que démographique : les expériences collaboratives qui s'y développent donnent-elles des pistes pour bien vivre dans un monde sans croissance ?

Elles illustrent surtout, de manière très violente, les risques de l'hyperspécialisation et de la mono-industrie — c'est cela qui a provoqué l'effondrement de Détroit —, et l'avantage d'écosystèmes plus diversifiés, donc plus robustes à des chocs économiques exogènes. A un niveau macro-économique, ces villes montrent, de manière caricaturale, ce qui se passe lorsque des infrastructures deviennent inadaptées aux populations et aux pratiques, de mobilité, d'habitat, de consommation, de production... Cela rejoint un constat de James Kenneth Galbraith dans son livre *La Grande Crise. Comment en sortir autrement* (2015) : **nos économies industrialisées sont caractérisées par des inerties considérables, et du coup ne savent plus s'adapter**. Lorsqu'un réseau de transport en commun a été dimensionné pour faire transiter tous les jours un million de personnes, et que le nombre d'usagers baisse de 50 % par exemple, on entre dans un cercle vicieux : les recettes chutent, le service se dégrade, il est de moins en moins attractif, il y a donc de moins en moins d'utilisateurs, etc. L'expérience de ces villes a pour vertu de nous questionner : quelle sera notre économie demain si l'on doit fonctionner avec deux fois moins de déplacements domicile-travail par exemple, avec des infrastructures à moitié vides (périphériques, métros, trains...), mais dont les coûts fixes ne peuvent baisser ? Que devient notre infrastructure énergétique si ne circule ne serait-ce qu'un tiers de térawatts-heures en moins ? Dans des systèmes construits pour fonctionner sur des décennies, souvent avec des flux en augmentation, une croissance très faible pourrait être vraiment problématique.

Avec une croissance très faible, pourra-t-on échapper à la paupérisation généralisée ?

Jusqu'à aujourd'hui, avec un peu de perspective historique, nous avons toujours été de plus en plus riches, dès lors que l'on regarde le niveau de richesse par habitant. **Les questions de pauvreté sont des questions de répartition de la richesse, et non de production absolue**, à part évidemment pour les Grecs qui ont perdu 25 % de PIB depuis 2008 et connaissent une paupérisation globale. Ce n'est absolument pas notre cas en France et dans tous les pays industrialisés : nous ralentissons notre croissance, sans nous appauvrir pour autant. En richesse par habitant nous sommes revenus, comme la plupart des pays industrialisés, au niveau de revenu par habitant d'avant la crise. Est-ce un bien, est-ce un mal, en tout cas, globalement, nous ne sommes pas acculés à des choix très contraints. Si demain la croissance est à zéro, nous serons face à des choix autrement plus compliqués. Il nous faudra refaire de la politique, comme le rapport de l'IDDRI cité précédemment le dit, nous ne pourrons plus nous contenter d'être dans l'optimisation d'un système ou dans des choix marginaux.

Alors que montent les populismes, la colère, le sentiment que des populations sont lésées, comment penser que la croissance faible pourrait aller de pair avec une société du bien-vivre et du lien social, comme le soutiennent certains économistes ? N'est-ce pas une vision idéalisée d'un monde sans croissance, alors que la réalité pourrait être celle d'une conflictualité accrue ?

Une partie significative de la société s'estime lésée, et l'est en partie. Si l'on n'est pas plus pauvre hier qu'aujourd'hui, si l'on en croit l'indicateur du PIB par habitant, cela reste une moyenne qui ne dit rien des populations qui s'appauvrissent, ou des mouvements d'ascension ou de déclassement social. Mon expérience dans la prospective me laisse penser que, là encore, c'est une question de temporalité. Dès lors que la promesse d'un enrichissement commun, qui était la promesse de la société de consommation depuis un demi-siècle, s'éloigne, se pose la question de celle qui la remplacera. Or un tel horizon n'émerge pas en quelques années. **Nous vivons**

un moment de décalage entre l'apparition d'un nouvel horizon et ce que la société vit : elle vit avec les référentiels des Trente glorieuses, dont le raisonnement est quantitatif, matériel. Les lignes bougent puisque le référentiel de générations plus jeunes valorise la qualité et l'intensité des relations interpersonnelles, parce qu'au-delà d'un seuil, l'accumulation, l'« avoir plus » n'a plus de sens. Le partage d'un nouvel horizon commun pourrait prendre une ou deux décennies. S'il est en train de s'esquisser, il n'est pas le seul à se dessiner, puisque des propositions fondées sur le « toujours plus », le retour au « modèle qui a marché », à l'ancien temps... sont aussi portées dans la société. Le risque serait de se choisir collectivement un modèle qui ne peut matériellement plus fonctionner. Dès lors le risque de la désillusion serait grand.

On peut avoir l'impression que les économistes qui réfléchissent aux moyens de stimuler la croissance prônent l'ouverture des frontières — telle l'OCDE qui fait du libre échange un des ressorts de croissance mondiale —, alors que ceux qui défendent la nécessité d'une croissance zéro parient sur le local, les circuits courts, rejoignant d'ailleurs la demande sociale de protectionnisme.

Il me semble que notre situation est celle d'un repli relatif, parce que le processus de mondialisation a été extrêmement rapide. Des économistes tels Pierre-Noël Giraud et Xavier Ragot constatent un ralentissement de la mondialisation voire un certain repli sur des grandes zones économiques, telle l'Europe, dans lesquelles un début de gouvernance est en train de s'inventer, avec des difficultés certes. Il reste des différences de salaires importantes entre la Bulgarie et la France, toutefois cela avance cahin caha, sûrement pas assez vite pour les plus vulnérables. Ceux qui appellent à ouvrir plus vite les frontières pour favoriser la croissance sont dans une analyse statistique, sauf qu'ils oublient les territoires, ce qu'a produit en quelques années, en Picardie, dans le Nord-Pas-de Calais, dans les anciens bassins industriels, la fin du charbon, la désindustrialisation avec les aciéries, le textile... À nouveau se pose la question de la temporalité : à supposer que nous voulons aller vers un monde ouvert, parle-t-on de 2100 ou de 2025 ? En théorie, supprimer toutes les barrières douanières pour optimiser le système productif mondial afin que chacun se concentre sur ce qu'il sait faire — ce sont les avantages comparatifs décrits par Ricardo en 1817 —, cela marche bien, sauf qu'il faudrait aussi prendre en compte la réalité, des territoires, des gens. Le système productif français doit-il se résumer demain à 15 métropoles ? **L'ouverture peut être bénéfique à de multiples niveaux** (économique, culturel, social, etc.) **mais elle engendre le chaos si elle survient brutalement.** La question de la vitesse est cruciale. Il faut aussi de la régulation. À ce titre je trouve que l'économiste Pierre-Noël Giraud a une approche pragmatique. Il introduit la distinction entre les emplois nomades qu'il estime à 28 %, délocalisables car soumis à une compétition internationale, et le reste des 72 %, les emplois sédentaires, attachés au territoire en ce sens qu'ils répondent d'abord à une demande nationale ou locale relativement stable (les services, la rénovation des bâtiments, les systèmes productifs locaux, etc.). Selon son analyse, c'est l'attrait et la compétitivité des produits et services des sédentaires qui fait la richesse d'une économie⁵. Plus largement, il s'agit de trouver des modes de régulation qui permettent que la globalisation bénéficie à tous : classes moyennes des pays industriels, et classes moyennes des pays émergents. La délocalisation a été aussi un transfert qui a permis le décollage de pays comme la Chine, et demain sûrement d'une partie du continent africain.

Dans un monde de croissance faible, les métropoles pourraient-elles être les derniers lieux de croissance ?

C'est une possibilité, elles produiraient les richesses alors qu'en périphérie seraient délocalisées les externalités négatives, sans oublier la nourriture et l'énergie indispensables à l'écosystème urbain, jouant ainsi le film Metropolis mais à l'échelle du monde.

5. Pierre-Noël Giraud, « Inégalités, pauvreté, globalisation : les faits et les débats », CERISCOPE Pauvreté, 2012, [en ligne], <http://ceriscope.sciences-po.fr/pauvrete/content/part1/inegalites-pauvrete-globalisation-faits-et-debats>

Mais c'est oublier que **sans leur hinterland, leurs périphéries proches, les métropoles sont incapables de fonctionner plus de quelques jours, ce sont des territoires hyper productifs, mais en même temps, hyper fragiles.**

Est-ce néanmoins ce monde là que nous voulons construire et qui correspond aux enjeux d'aujourd'hui ? *Hyperloop*, ce projet de train à la mode censé circuler à 1200 km/h, et dont un centre de développement s'installe à Toulouse, s'inscrit totalement dans cette vision d'une métropolisation du monde, d'un monde comme vaste réseau de métropoles interconnectées. Déjà ce monde est représenté graphiquement dans des planisphères à l'allure de plans de métro... Un tel projet témoigne d'une dynamique actuelle qui tend à faire des métropoles l'avenir de tout : de l'économie, de l'urbanisme, etc. A mes yeux c'est une illusion éloignée des enjeux actuels. ■



WWW.

RETROUVEZ
TOUTES LES ÉTUDES SUR

MILLENAIRE3.

COM

MÉTROPOLE DE LYON
DIRECTION DE LA PROSPECTIVE
ET DU DIALOGUE PUBLIC
20 RUE DU LAC - 69399 LYON CÉDEX 03